



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

Association OGEC du Groupe EPID-VAUBAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
Association OGEC du Groupe EPID-VAUBAN
20 Rue de Lille 59140 DUNKERQUE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92065 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Quai de Leith
124 rue du Magasin Général
CS 20028
59941 Dunkerque Cedex 02

Association OGEC du Groupe EPID-VAUBAN

20 Rue de Lille 59140 DUNKERQUE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association OGEC du Groupe EPID-VAUBAN,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC du Groupe EPID-VAUBAN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dunkerque, le 24 janvier 2025

KPMG S.A.

Benjamin Fayeulle

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

GROUPE EPID VAUBAN DUNKERQUE

ACTIF		Exercice 31/08/2024			Exercice 31/08/2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	2 021	1 347	674	1 347
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 021	1 347	674	1 347
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	961 951	830 679	131 272	119 364
	- Installations techniques, matériel et outillage	6 859 063	5 958 995	900 068	837 057
	- Autres Immobilisation Corporelles	576 883	467 800	109 083	83 738
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	32 400	-	32 400	94 479
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 430 297	7 257 475	1 172 823	1 134 638
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	6 900	-	6 900	6 900
	- Prêts	103 659	-	103 659	97 546
	- Autres Immobilisations financières	11 760	-	11 760	11 760
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	122 319	-	122 319	116 206
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	8 554 637	7 258 822	1 295 815	1 252 192
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	6 224
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	2 859	-	2 859	-
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	169 993	83 786	86 207	103 578
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	1 033 707	-	1 033 707	991 596
	TOTAL CREANCES	1 203 700	83 786	1 119 914	1 095 174
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	0,00	-	-	-
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	1 368 832	-	1 368 832	660 391
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	53 848	-	53 848	59 033
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	2 629 239	83 786	2 545 453	1 820 821
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)		-	-	-	-
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)		-	-	-	-
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		-	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		11 183 876	7 342 608	3 841 268	3 073 013

BILAN PASSIF
GROUPE EPID VAUBAN DUNKERQUE

PASSIF		Exercice 31/08/2024	Exercice 31/08/2023
FONDS ASSOCIATIFS	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	472 265	472 265
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	472 265	472 265
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	-	-
	REPORT A NOUVEAU	557 681	372 201
	RESULTAT DE L'EXERCICE	870 107	185 480
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	1 900 054	1 029 947
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	436 897	428 308
PROVISIONS	PROVISION REGLEMEENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	2 336 950	1 458 254
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
PROVISIONS	Fonds dédiés	32 439	-
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	32 439	-
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	12 098	-
PROVISIONS	Provisions pour charges	148 238	138 425
	TOTAL PROVISIONS (III)	160 335	138 425
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	123 571	46 092
	Emprunts et dettes financières diverses	-	12 548
	Avances et acomptes reçus	43 436	42 140
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	354 802	270 762
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	266 517	336 925
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	Autres dettes	522 843	766 822
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	375	1 044
	TOTAL DETTES (IV)	1 311 544	1 476 333
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	3 841 268	3 073 013

COMPTE DE RESULTAT

GROUPE EPID VAUBAN DUNKERQUE

	Exercice 31/08/2024	Exercice 31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	51 281	150 973
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	4 266 005	3 727 014
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 549 744	2 242 425
Vers: Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	27 464	36 969
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	28 300	46 931
TOTAL I	6 922 795	6 204 311
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	44 468	37 763
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 776 715	2 749 937
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	129 367	138 283
Salaires et traitements	1 976 375	1 950 216
Charges sociales	761 452	724 837
Dotations aux amortissements des immobilisations	229 833	217 695
Dotations aux provisions	138 514	134 039
Reports en fonds dédiés	32 439	0
Autres charges	225 980	289 065
TOTAL II	6 315 142	6 241 835
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	607 653	-37 524
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	20 115	1 538
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	20 115	1 538
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	4	166
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	4	166
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	20 110	1 372
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	627 763	-36 152

	Exercice 31/08/2024	Exercice 31/08/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	146 720	160 995
Sur opérations en capital	226 557	216 517
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	373 277	377 512
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	35 262	88 125
Sur opérations en capital	94 479	67 682
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	129 741	155 807
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	243 536	221 705
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 192	73
Total des produits (I + III + V)	7 316 187	6 583 361
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 446 080	6 397 881
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	870 107	185 480

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- I. INFORMATIONS GENERALES
- II. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES
- III. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE
- IV. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE
- V. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES
- VI. NOTES SUR LE BILAN
 - 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
 - 2) Immobilisations grevées de droit
 - 3) Dépréciations d'éléments d'actif
 - 4) Echéance des créances et des dettes
 - 5) Evaluation des placements
 - 6) Fonds Associatifs
 - 7) Fonds Dédiés
 - 8) Provisions
- VII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT
 - 1) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)
 - 2) Effectif employé pendant l'exercice
 - 3) Rémunération des dirigeants
 - 4) Honoraires des commissaires aux comptes
 - 5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
 - 6) Charges et produits exceptionnels
 - 7) Transferts de charges
- VIII. AUTRES INFORMATIONS
 - 1) Engagements financiers donnés et reçus

TABLEAUX (en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

- 1) Tableau des mouvements des immobilisations
- 2) Tableau des mouvements des amortissements
- 3) Tableau des mouvements des dépréciations
- 4) Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
- 5) Tableau des placements
- 6) Tableau des mouvements des fonds associatifs
- 7) Tableau des subventions d'investissements
- 8) Tableau des mouvements des provisions
- 9) Tableau des mouvements des fonds dédiés
- 10) Tableau des engagements de crédit-bail
- 11) Tableau des subventions des concours publics et subventions

I. INFORMATIONS GENERALES

1) IDENTIFICATION DE L'OGEC :

- OGEC du Groupe EPID-VAUBAN, 20 rue de Lille 59140 DUNKERQUE
 - SITE EPID 20 rue de Lille 59140 DUNKERQUE
 - SITE VAUBAN 1 place Vauban 59140 DUNKERQUE
- Date de création : le 5 juillet 2016 avec démarrage effectif d'activité au 1^{er} septembre 2016 ayant pour objet la gestion des Lycées Epid et Vauban
- Le centre administratif se situe sur le site du Lycée EPID

2) OBJET SOCIAL :

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente et plus particulièrement les lycées privés EPID et VAUBAN.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, « *l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé* »

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC peut passer convention avec l'État, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

II. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice se rapportent directement ou indirectement à l'éducation, la formation et la culture.

Par conséquent, d'un point de vue de l'enseignement, la mission de l'OGEC est centrée sur des classes allant de la 3^{ème} au BAC +5, que ce soit dans l'enseignement général, technologique ou professionnel.

Cette action se rattache aussi à la formation de par la présence d'une AREP et d'une UFA au sein du Groupe EPID VAUBAN piloté entre autres par l'OGEC. Formation et enseignement sont donc imbriqués de par notre projet éducatif.

Notre projet éducatif place la vie scolaire au cœur de ce dernier, l'élève étant une personne et un citoyen en devenir. L'aspect culturel sous toutes ses formes est transversal : interventions, sorties culturelles proches ou plus lointaines lorsqu'il s'agit de pays étrangers notamment.

Le secteur géographique est globalement très localisé, à Dunkerque. Cependant, le rayonnement du Groupe et sa spécificité élargit son périmètre à tout le territoire (recrutement, entreprises), voire même au niveau national ou européen.

III. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Nos locaux se situent sur la ville de Dunkerque répartis sur deux sites différents, à savoir au 20 rue de Lille et 1 place Vauban, ils occupent une surface totale de 27 128.20 m².

Le groupe EPID Vauban au 31 août 2024 employait 60 salariés OGEC équivalent à 53.8ETP. Le groupe étant en contrat avec l'état, 162 enseignants y travaillent soit 155.35 ETP.

Nos différents sites présentent plusieurs ateliers équipés dédiés aux formations professionnelles que nous dispensons : soin à la personne, tertiaire, industrie, sciences, laboratoires...

Ces ateliers nécessitent bien entendu des investissements matériels pour palier la vétusté ou être à jour des référentiels de compétences.

Nous menons beaucoup d'action dans le cadre des projets PEPS dans et hors les murs (projets pédagogiques pouvant prétendre à des subventions régionales). Nous avons aussi plusieurs partenariats avec des structures culturelles comme Le Bateau Feu scène nationale, la Halle aux sucres, dans le cadre de notre option théâtre ou de notre dispositif anti décrochage. Etablissement Erasmus + nous bénéficions aussi d'accréditations et d'un budget européen pour faire vivre ce projet tripartite au profit

des élèves des 3 pays concernés. Nous mettons aussi en place des journées d'intégration pour le bien être des élèves.

A noter que notre établissement est en contrat avec l'état et que de nombreux projets sont subventionnés. Il arrive cependant que l'OGEC intervienne dans une moindre mesure pour aider des familles en difficultés dans le cadre de sorties payantes. Nos élèves sont évidemment suivis et accompagnés dans leur orientation, ils le sont aussi dans un cadre plus personnel notamment via l'accompagnement de notre infirmière ou de notre adjointe en pastoral.

IV. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

4.1- Faits caractéristiques de l'exercice :

- Stagnation de l'effectif au niveau de la formation initiale 1397 élèves à la rentrée 2023/2024 contre 1392 l'année précédente.
- Présence de nombreuses opportunités :
 - Non reconductibles telles que la hausse exceptionnelle du forfait région et de la taxe d'apprentissage
 - Durables telles qu'une baisse des loyers, une baisse du déficit sur la cantine ...
- Les effectifs des apprenants à l'UFA et à l'AREP continuent de progresser

4.2- Faits caractéristiques postérieurs à la clôture :

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2023/2024, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'OGEC à poursuivre son activité.

V. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

5.1 Principes généraux :

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos au 31/08/2024 ont été établis conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement N°2022-02 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général modifié par le règlement N° 2022-01.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 janvier 2025.

5.2 Application de méthode comptable

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

VI. NOTES SUR LE BILAN :**1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Installations générales et techniques	10 à 20 ans	5 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	5 à 15 ans	6.66 à 20 %
Équipement de restauration	5 à 15 ans	6.66 à 20 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	3 ans	33.33 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. TABLEAU II).

2) IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRET A USAGE) :

Les immeubles sont loués aux associations propriétaires et locataires selon des conventions de sous-locations signées en date du 9 décembre 2016 et avec effet au 1^{er} septembre 2016. Deux annexes aux baux ont été ajoutées, concernant respectivement le site de Vauban et celui de l'EPID, avec une prise d'effet au 1^{er} septembre 2023. Ces annexes prévoient une réduction des loyers sous forme d'un forfait de chauffage : 100 k€ pour le bail de l'EPID et 60 k€ pour le bail de Vauban.

3) DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF :

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

La méthode utilisée pour le calcul de la dépréciation des comptes clients et des créances vis-à-vis des usagers (familles élèves) est la suivante :

- Les créances ayant fait l'objet de 3 relances puis transmises à l'huissier sont dépréciées à hauteur de :
 - 25% pour les créances enregistrées sur l'exercice N
 - 50% pour les créances enregistrées sur l'exercice N-1
 - 100% pour les créances enregistrées sur les exercices antérieurs

Le suivi des relances et des comptes débiteurs des familles est effectué avec rigueur sur l'exercice 2023-2024

4) ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

5) EVALUATION DES PLACEMENTS :

Placements détenus par le Groupe EPID-VAUBAN	Solde au 31/08/2024
LIVRET A CAISSE EPARGNE VAUBAN	81 214,57 €
CE COMPTE A TERME	300 000,00 €
CE COMPTE A TERME	200 000,00 €
COMPTE CSL ASSOCIATIS EPID	130 107,74 €
TOTAL	711 322,31 €

6) FONDS ASSOCIATIFS :

Un tableau des mouvements des fonds associatifs est également joint (cf tableau VI)

Subventions d'investissement :

- Les modalités d'échelonnement des subventions pour les subventions « amortissables » qui financent des biens non renouvelables par l'organisme représentent un montant total de 132 078 € rapportés au compte de résultat sur une durée identique à celle des amortissements des biens financés.
- Les immobilisations financées par l'octroi des subventions ne concernent plus que les biens nécessaires à l'activité autre qu'immobilier.

7) FONDS DEDIES

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est également joint (cf tableau IX)

Le montant du report des fonds dédiés Erasmus non utilisés s'élève à 32 439€ et correspond à un reliquat des fonds perçus antérieurement pour des projets triennaux Erasmus.

8) PROVISIONS

Un tableau des provisions est également joint (cf tableau VIII)

La provision pour indemnité de départ en retraite est calculée selon la convention en vigueur au 31/08/2024 et un taux d'actualisation de 3.45% est appliqué.

La méthode de calcul est identique à celle de l'exercice précédent.

Le montant de la provision pour indemnité retraite est de 148 238€ (contre 138 425€ sur l'exercice précédent).

Nous avons inclus une provision pour risque relatif à un jugement en cours dont les pénalités estimées s'élèvent à 12 098€.

VII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :**1) INFORMATION SECTORIELLE (VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE) :**

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des concours et subventions.

	31/08/2024	31/08/2023
Ventes de biens	43 653	150 973
PRESTATIONS ANNEXES AUX ELEVES (fournitures, outillages...)	43 653	150 973
Ventes de prestations de services	4 273 633	3 727 014
PARTICIPATIONS FAMILLES (contributions, restauration)	1 667 822	1 359 857
PRESTATIONS DE FORMATION	2 526 429	2 247 293
AUTRES PRESTATIONS FAMILLES (photocopies, activités sportives...)	79 382	72 851
AUTRES PRESTATIONS		47 013
Concours Publics et Subventions d'exploitation	2 549 744	2 242 425
CONCOURS PUBLICS	2 411 890	2 159 323
Dont Participations Etat	904 675	1 277 902
Dont Participations Régions	1 507 215	881 421
Dont Subvention taxe d'apprentissage (affect. au fonct.)		
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	137 854	83 102
Dont Subventions autres activités Etat	43 915	29 282
Dont Subvention taxe d'apprentissage (affect. au fonct.)	93 939	53 820
Autres produits	28 300	46 931
PRESTATIONS ANNEXES AUX TIERS		37 069
AUTRES PRODUITS DIVERS	28 300	9 862
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges)	6 895 331	6 167 343

2) EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE :

L'OGEC du Groupe EPID-VAUBAN a employé au 31/08/2024:

- 47 personnels OGEC dont 42.12ETP
- 13 personnels OGEC Formateurs soit 11.69ETP
- 162 enseignants soit 155.35 ETP

3) REMUNERATION DES DIRIGEANTS :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés, visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, n'est pas communiqué. En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle. Dans la convention

sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur OGEC, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

4) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice sont de 33 504€ pour la certification des comptes du GROUPE EPID-VAUBAN (basée sur une provision)

5) RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE :

Application du principe de spécialisation des exercices comptables.

5.1) PRODUITS ET CHARGES IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 53 848€ et correspondent à des charges d'exploitation (fournitures, contrats d'entretien et de maintenance), de licences (Adobe), redevances (Aplon) et de prestations de service (formation)

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 375 € et correspondent à une subvention échange scolaire

5.2) CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances fiscales et sociales	135 095€
Autres créances	8000€
	143 095€

CHARGES A PAYER

	Montant
Emprunts et dettes	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 973€
Dettes fiscales et sociales	65 023€
Autres dettes	0
	111 996€

6) CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

LIBELLE	charges exceptionnelles	produits exceptionnels	résultat exceptionnel
SOUS TOTAL AREP	23 883,30 €	55 386,82 €	31 503,52 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES PENALITES, AMENDES	280,00 €		
ex antérieur: CNAM transfert sur charges s/ex antérieur	10 206,86 €		
ex antérieur: regul mvt 08-21/0 habilitation soudure	0,01 €		
SAS ANAPIJ TITRE CPLR REDEVANCE ANNEE 23-24 FAC ANA2324005	4 320,00 €		
SAS ANAPIJ TITRE CPLR SOLDE TOUT COMPTE FAC ANA2324011	4 320,00 €		
PERTE SUR PROJET BACHELOR LONDRES	3 561,92 €		
PERTE SUR PROJET PARIS MME BIRAZ	1 194,50 €		
EXTOURNE SOLDE EMPRUNT AREP FINI	0,01 €		
AUTRES PDTS EXCEPTIONNELS DE GESTION		79,84 €	
ex antérieur: régularisation cpte CNAM		5 499,76 €	
QUOTE PART SUBVENTION		49 807,22 €	
SOUS TOTAL EPID VAUBAN	105 857,75 €	317 890,41 €	212 032,66 €
VRT DPA picture alliance droit à l'image	900,00 €		
VRT DPA picture alliance droit à l'image	230,00 €		
ex antérieur: VILLE DK MAS SALLE DE SPORT 2022-2023 VAUBAN TITRE 6182	2 526,30 €		
ex antérieur: VILLE DK MAD SALLE DE SPORT ANNEE 2022/2023 TITRE 6179	2 600,00 €		
ex antérieur: POINT MICRO DK HA MATERIEL BAC STI2D FA 150623 FA 120416	231,00 €		
ex antérieur: POINT MICRO DK HA CARTE GRAPHIQUE FA 240523 FA 120200	96,00 €		
ex antérieur: IMPERO ABT EDUCATION PRO SUPPORT FA 07-03-23 FA 467392036	138,84 €		
ex antérieur: LE CEDRE DROIT ENTREE DEFIBRILATEUR FA S2023-06-5671	24,00 €		
ex antérieur: REGUL SINISTRE SALLE B1 ANNEE 2022-2023	3 221,01 €		
ex antérieur: ANNULATION SOLDE RESTAURATION LECOMTE MATHIEU SORTI	8,61 €		
VALEUR COMPTABLES ELEMENTS ACTIFS CEDES	94 478,88 €		
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 403,11 €		
RENTRES SUR CREANCES AMORTIES		478,61 €	
ex antérieur: VRT DDFIP SOMME REEVALUATION FORFAIT EXTERNAT 22/23 LEGT EPI		1 514,73 €	
ex antérieur: VRT DDFIP SOMME REEVALUATION FORFAIT EXTERNAT 22/23 LP EPID		2 615,77 €	
ex antérieur: VRT DDFIP REVALORISATION FORFAIT EXTERNAT 22/23 VAUBAN		3 073,08 €	
ex antérieur: Realloc. solde ERASMUS années antérieures ERASMUS vers GRPE		13 491,17 €	
ex antérieur: VRT STA TAXE APPRENTISSAGE COMPENSATOIRE 2023		90 170,20 €	
ex antérieur: VRT STA TAXE APPRENTISSAGE COMPENSATOIRE 2023		4 599,51 €	
ex antérieur: VRT STA TA VERSEMENT COMPENSATOIRE ANNEE 2022		4 599,51 €	
ex antérieur: Realloc. solde ERASMUS années antérieures ERASMUS vers GRPE		18 947,92 €	
ex antérieur: ANNUL CHEQ 2433666 BEAUX ARTS NON ENCAISSE		58,00 €	
ex antérieur: ANNUL CHEQ 2433681 MANIER SOPHIE NON ENCAISSE		14,30 €	
ex antérieur: REGUL BNP CFC AU 31 AOUT 2023		1 467,52 €	
ex antérieur: ANNUL CHEQ 7504991 SALAIRE M.ALLELY		110,05 €	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		94 478,88 €	
QUOTE PART DE TAXE D'APPRENTISSAGE SITE EPID		48 875,16 €	
QUOTE PART DE TAXE D'APPRENTISSAGE SITE VAUBAN		8 014,53 €	
QUOTE PART SUBVENTION		25 381,47 €	
TOTAL CONSOLIDE	129 741,05 €	373 277,23 €	243 536,18 €

7) TRANSFERTS DE CHARGES

Absence de transfert de charge au 31/08/2024

VIII. AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS :

- Aucune sureté réelle n'est inscrite sur les biens dont l'OGEC est propriétaire.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	205	Frais d'établissement							
		Frais de recherche et de développement							
		Donations temporaires d'usufruit							
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 020,80 €					2 020,80 €	
		Autres immobilisations incorporelles							
		Immobilisations incorporelles en cours							
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
		TOTAL I	2 020,80 €	- €	- €	- €	- €	2 020,80 €	
CORPORELLES	211	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	213	Constructions	Sur sol propre						
	214		Sur sol d'autrui	1 164 785,12 €	45 439,08 €	248 272,84 €		961 951,36 €	
	215	Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 362 569,20 €	277 562,54 €	781 068,46 €		6 859 063,27 €	
	2181	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements						
	2182		Matériel de transport						
	2183		Matériel de bureau et informatique	357 888,25 €	77 925,37 €	33 755,87 €		402 057,75 €	
	2184		Mobilier	164 438,55 €	10 386,43 €			174 824,98 €	
			Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
	23	Immobilisations corporelles en cours		- €	32 400,00 €			32 400,00 €	
	237	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		94 478,88 €		94 478,88 €			
		Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés							
		Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)							
		TOTAL II		9 144 160,00 €	443 713,42 €	1 157 576,05 €		8 430 297,36 €	
FINANCIERES	271 274+2751	Participations et créances rattachées							
		Autres titres immobilisés		6 900,00 €				6 900,00 €	
		Prêts et autres immobilisations financières		109 305,92 €	8 662,70 €	2 549,62 €		115 419,00 €	
		TOTAL III		116 205,92 €	8 662,70 €	2 549,62 €	- €	122 319,00 €	- €
		TOTAL GENERAL (I + II + III)		9 262 386,72 €	452 376,12 €	1 160 125,67 €		8 554 637,16 €	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	673,60	673,60			1 347,20 €	
	Autres immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	673,60	673,60			1 347,20	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	1 045 420,76	33 531,36	248 272,84	830 679,28 €	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 525 511,83	214 551,98	781 068,46	5 958 995,33 €	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements					
		Matériel de transport					
		Matériel de bureau et informatique	292 298,50	56 139,29	33 755,87	314 681,92 €	
		Mobilier	146 290,43	6 827,59		153 118,02 €	
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses						
TOTAL II		8 009 521,52 €	311 050,22 €	1 063 097,17 €		7 257 474,55 €	
TOTAL GENERAL (I + II)		8 010 195,12 €	311 723,82 €	1 063 097,17 €		7 258 821,75 €	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières				
	Stocks et en-cours					
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		76 537,89 €	16 516,40 €	9 268,36 €	83 785,93 €
	Autres créances					
	Valeurs mobilières de placement					
	TOTAL		76 537,89 €	16 516,40 €	9 268,36 €	83 785,93 €
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts 271 VALEUR BRUT	103 659,00 €	103 659,00 €	
Autres créances 271 275	18 660,00 €	18 660,00 €	
Sous-total créances de l'actif immobilisé	122 319,00 €	122 319,00 €	
Créances de l'actif circulant :		- €	
Créances clients, usagers et comptes rattachés 411/412/416	169 993,29 €	61 509,29 €	108 484,00 €
Créances reçues par legs et donations	- €	- €	
Créances sociales et fiscales 42 43	8 319,45 €	8 319,45 €	
Autres créances (cfa et sir)44+ 45	1 025 387,00 €	1 025 387,00 €	
Sous-total créances de l'actif circulant	1 203 699,74 €	1 203 699,74 €	108 484,00 €
TOTAL CREANCES	1 326 018,74 €	1 326 018,74 €	108 484,00 €

DETTES		ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit 16	123 570,93 €	12 673,96 €	50 695,84 €	60 201,13 €	
Emprunts et dettes financières divers					
Sous-total dettes financières	123 570,93 €	12 673,96 €	50 695,84 €	60 201,13 €	
Avances et acomptes reçus	43 435,76 €	43 435,76 €			
Dettes fournisseurs 401	354 802,34 €	354 802,34 €			
Dettes des legs et donations					
Dettes fiscales et sociales 43 42	266 516,62 €	266 516,62 €			
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes 44+45	522 843,16 €	522 843,16 €			
Sous-total autres dettes	1 187 597,88 €	1 187 597,88 €	50 695,84 €	60 201,13 €	
TOTAL DETTES	1 311 168,81 €	1 200 271,84 €	50 695,84 €	60 201,13 €	

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
neant												

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	472 265,27 €				472 265,27 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	372 201,25 €	185 480,15 €			557 681,40 €
Excédent ou déficit de l'exercice	185 480,15 €	- 185 480,15 €	870 106,98 €		870 106,98 €
Situation nette (sous-total)	1 029 946,67 €	- €	870 106,98 €	- €	1 900 053,65 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	428 307,63 €		140 667,27 €	132 078,38 €	436 896,52 €
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	1 458 254,30 €	- €	1 010 774,25 €	132 078,38 €	2 336 950,17 €

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du	Augmentations	Diminutions ou	Montant à la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	472 265,27 €				472 265,27 €
Fonds propres statutaires	- €				- €
Fonds propres complémentaires	472 265,27 €				472 265,27 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
dont Réserves pour investissements					
dont Réserves de trésorerie					
Autres					
Report à nouveau	372 201,25 €	185 480,15 €	- €	- €	557 681,40 €
Excédent ou déficit de l'exercice	185 480,15 €	- 185 480,15 €	870 106,98 €	- €	870 106,98 €
Situation nette (sous-total)	1 029 946,67 €	- €	870 106,98 €	- €	1 900 053,65 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	428 307,63 €		140 667,27 €	132 078,38 €	436 896,52 €
Provisions réglementées					
Droits des propriétaires (prêt à usage)	- €				
TOTAL DES FONDS PROPRES	1 458 254,30 €	- €	1 010 774,25 €	132 078,38 €	2 336 950,17 €

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :				
	800 335,95 €	140 667,29 €	121 905,14 €	819 098,10 €
Subventions affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	800 335,95 €	140 667,29 €	121 905,14 €	819 098,10 €
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens non renouvelables	- 372 028,32 €	- 132 078,38 €	- 121 905,14 €	- 382 201,58 €
Subventions affectées à des biens renouvelables				
TOTAL	- 372 028,32 €	- 132 078,38 €	- 121 905,14 €	- 382 201,58 €
Total Subvention d'investissement Net	428 307,63 €	8 588,91 €	- €	436 896,52 €

3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine brut	Montant à l'ouverture de l'exercice net	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant net à la clôture de l'exercice
Subvention Région Numérique	54 323,60 €	31 839,59 €	18 107,86 €	13 731,73 €
Subvention Taxe Apprentissage	309 704,95 €	150 434,18 €	56 889,69 €	113 131,83 €
Subvention AGEFIPH	14 378,97 €	2 512,05 €	3 312,52 €	6 993,61 €
Subvention APPEL	2 800,00 €	2 800,00 €	2 800,00 €	
Subvention Région Immobilière	27 014,65 €	18 176,47 €	4 715,66 €	13 460,81 €
Subvention AREP OPCO	410 875,92 €	222 545,36 €	46 252,65 €	289 578,55 €
Total	819 098,10 €	428 307,63 €	132 078,38 €	436 896,52 €

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	- €	12 097,50 €			12 097,50 €
	Pensions et obligations similaires	138 425,00 €	28 008,57 €	18 195,88 €		148 237,67 €
	Gros entretien					
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	138 425,00 €	40 106,07 €	18 195,88 €	- €	160 335,17 €
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		40 106,07 €	18 195,88 €		

TABEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Contributions financières d'autres organismes	- €	0	32 439,09 €	- €	- €	- €	32 439,09 €	- €
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL	0	0	32 439,09 €	- €	- €	- €	32 439,09 €	- €

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
TOTAL							

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
TOTAL				

TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	731	5 500 €	7 333 €
Aides au développement des compétences	732		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	733	93 939 €	53 821 €
Financement des formations par apprentissage	734		
Forfaits d'externat	735		
<i>dont forfait Etat</i>	7351	904 675 €	881 421 €
<i>dont forfait Région</i>	7352	1 507 215 €	1 270 568 €
<i>dont forfait Département</i>	7353		
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	7354		
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	736		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	737		
Autres concours publics	738		
Sous-total concours publics	73	2 511 329 €	2 213 143 €
Subventions État	741	- €	5 180 €
Subventions Région	742	15 598 €	17 582 €
Subventions Département	743	22 817 €	6 520 €
Subventions Communes et groupements de communes	744		
Autres subventions d'exploitation	748		
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	7483		
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	7488		
Report de subventions	-749		
Sous-total subventions d'exploitation	74	38 415 €	29 282 €
Total concours publics et subventions d'exploitation	73+74	2 549 744 €	2 242 425 €